

Les fondements de l'identité uruguayenne : territoire et/ou modèle socio-culturel

Anne-Lise PIETRI-LEVY
CNRS

L'Uruguay est un pays atypique en Amérique latine, et ses habitants ne se font pas faute de le souligner puisque le sentiment de différence qu'ils ressentent par rapport aux autres pays du sous-continent est ancien.

L'Uruguay est atypique par son origine : il n'est pas né au moment de l'indépendance des colonies espagnoles mais a été créé quelques années plus tard (en 1828) à l'initiative de la Grande-Bretagne (toute puissante à l'époque dans la région) comme un État tampon entre le Brésil et l'Argentine.

Il est atypique également par son évolution socio-culturelle, notamment au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle, et par ses caractéristiques économiques et démographiques. Il l'est aussi, en conséquence, par la nature du sentiment identitaire et par les rapports que ses habitants entretiennent avec leur territoire.

Quel est ce territoire ?

Celui d'un petit pays (176 000 km²), couvert d'une vaste prairie naturelle et ondulé sur à peine 3 % de son extension, sous forme de *cuchillas* dont la plus élevée culmine à 513 mètres. Il est sillonné par 1 700 kilomètres de cours d'eau navigables et coupé en deux, transversalement, par le plus important d'entre eux, le Rio Negro (500 km).

L'Uruguay occupe un territoire connu sous le nom de *Bande Orientale*, c'est à dire la rive orientale du Rio Uruguay. La Bande Orientale ne fut que tardivement occupée par les colonisateurs car, au XVI^{ème} siècle, les premiers établissements de colons furent systématiquement détruits par les populations autochtones nomades (Charruás et Chanás).

Mais le bétail, introduit au début du XVII^{ème} siècle, proliféra sur ces terres de pampa. La chasse aux bovins pour le cuir y fut longtemps la seule activité des nouveaux arrivants, donnant lieu à ce que l'on appelait la *vaquería del mar* puisqu'elle était souvent pratiquée à partir de bateaux relâchant dans les mouillages naturels du Rio de la Plata. Quelques points d'occupation permanente, des postes militaires espagnols et une mission franciscaine, virent cependant le jour sur la rive orientale du Rio Uruguay.

La Bande orientale fut aussi régulièrement visitée par les Bandeirantes paulistas, en quête de main d'œuvre indienne.

Ce territoire fut de fait une pomme de discorde entre les empires espagnol et portugais. La première colonie de peuplement, la Colonia del Sacramento (l'actuelle ville de Colonia) fut fondée en 1680 par les Portugais, face à Buenos Aires, sur le site de l'un des trois ports naturels de la rive orientale du Rio de la Plata. Cette fondation provoqua une forte opposition espagnole et Colonia changea plusieurs fois de mains jusqu'en 1777 quand un traité régla définitivement son sort, et fixa, pour un temps, le tracé de la frontière. Montevideo et Maldonado (fondés en 1726 et en 1757 sur les sites des deux autres ports naturels) furent au début des forts militaires destinés à contenir l'avance portugaise.

Cette rivalité pour le contrôle de la Bande orientale entre l'Espagne et le Portugal, puis entre l'Argentine et le Brésil, a été à l'origine de la création d'un État indépendant, mais elle est aussi fondamentale pour comprendre certaines caractéristiques de l'identité uruguayenne.

L'occupation de la Bande orientale fut très lente au cours du XVIII^{ème} siècle. Les implantations permanentes de population se firent le long du littoral du Rio de la Plata jusqu'à Maldonado, sur la rive du Rio Uruguay et comme étapes sur les routes menant vers le sud du Brésil (cf. carte). Au début du XIX^{ème} siècle, à la veille de l'Indépendance, la pénétration des établissements permanents ne dépasse guère 100 kilomètres à partir du littoral du Rio de la Plata entre Colonia et Montevideo.

L'Uruguay naît donc sur un territoire presque vide (une estimation donne, pour 1829, 74 000 habitants dont 14 000 à Montevideo) sous le nom de République Orientale de l'Uruguay. Un nom qui mérite un commentaire, tout comme le fait que, tout au long du XIX^{ème} siècle et parfois encore plus récemment, on a parlé de nationalité *orientale* (dans les statistiques officielles notamment, et dans un pays d'immigration elles sont nombreuses à s'intéresser à la nationalité) et non de nationalité *uruguayenne*.

Cette dénomination fait référence au lien à un territoire, mais un territoire que l'on situe par rapport à autre chose, c'est à dire par rapport au monde hispano-américain, qu'on oppose au monde luso-brésilien qui constitue un autre univers culturel. Or si la frontière avec le Brésil n'est pas, sauf sur de courtes sections, matérialisée par des éléments géographiques importants, le Rio Uruguay est lui une frontière, clairement matérialisée, mais avec un pays appartenant au même domaine culturel et dont l'Uruguay a été détaché.

L'emphase mise sur le terme *oriental* semble vouloir faire de ce fleuve, plus qu'une ligne de démarcation, un trait d'union avec un pays qui partage une histoire commune et avec qui les Uruguayens ont de nombreux points communs. Le terme *oriental* pour désigner la nationalité manifeste donc, plus que le lien à un territoire, une appartenance à un univers culturel plus vaste.

Et cette distorsion qui semble exister, dès l'origine, entre le territoire et le sentiment identitaire, se retrouve tout au long de l'histoire du pays, même si les points de référence évoluent selon les périodes. Ces périodes sont au nombre de trois :

- la période formative, au XIX^{ème} siècle, quand le pays se peuple et organise son territoire;
- la période *batlliste*, quand naît et se développe le modèle socio-culturel qui va caractériser le pays, c'est à dire grosso modo au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle;
- enfin la période contemporaine, après la détérioration, dans les années 1950, des termes des échanges sur lesquels se fondait la prospérité économique du pays – mettant à mal le modèle socio-culturel qu'elle soutenait –, et qui est marquée par de profondes transformations économiques, politiques, sociales et culturelles.

Au cours de chacune de ces périodes, tant la nature des rapports des hommes avec le territoire, que celle du sentiment identitaire ont des caractéristiques différentes.

La période formative

Au moment de la naissance de l'Uruguay, Montevideo concentre moins de 20 % de la population nationale. Le pouvoir politique est donc à la campagne, il est le fait de *caudillos* ruraux.

Montevideo représente la culture et le mode de vie européens. C'est là que se trouvent le gouvernement, l'Église, l'armée et le commerce. La ville a organisé son hinterland immédiat, en fait la seule zone qui dépendait directement d'elle à l'époque coloniale, puisque le reste de la Bande orientale était sous l'administration directe de Buenos Aires.

Dans l'intérieur de la Bande orientale (et surtout dans la partie du territoire qui se trouve au nord du Rio Negro) évoluent des groupes humains nomades : indiens, mais aussi vachers

d'origines ethniques diverses (des Guaranis notamment issus des missions jésuites, qui ont contribué à *guaraniser* la toponymie du pays), et des contrebandiers de toutes origines. C'est le domaine des latifundia et de la loi du plus fort.

La culture européenne s'étendra et aura le dessus sur cette culture rurale, qualifiée d'*orientale* (ou de créole parfois), mais l'opposition entre ces deux univers va se manifester tout au long du XIX^{ème} siècle (jusqu'en 1904 en fait), par l'opposition souvent violente (il y aura une guerre civile, et deux révoltes) entre deux grandes forces politiques et par l'interférence constante des pays voisins (jusqu'en 1877, quand les frontières régionales sont définitivement fixées à la fin de la guerre du Paraguay). Le parti Colorado, celui de Montevideo, est perçu comme lié à l'étranger (les Britanniques et les Français très actifs dans la région à l'époque); il a l'appui de Buenos Aires. Le parti Blanco, ou National (un terme qui parle de lui-même), représente la société rurale; il a la sympathie du Brésil.

La victoire des Colorados, non seulement sur le plan militaire et politique, mais également au niveau culturel, impliquera donc de fait la prédominance des valeurs venant d'ailleurs sur celles qui sont liées à une société rurale spécifique.

Elle va se manifester par l'opposition entre les termes *oriental* et *uruguayen*, notamment pour désigner la nationalité et de fait l'appartenance culturelle. La généralisation progressive du second va marquer l'adoption de références culturelles et identitaires externes et donc une rupture de plus en plus marquée des liens avec le territoire qui a donné naissance à cette société rurale.

Mais quelle est cette société rurale, quelles sont ses caractéristiques au moment de la naissance de l'Uruguay et quelle est son évolution au cours du XIX^{ème} siècle ?

Elle est avant tout constituée par des *gauchos* (localement par des fermiers ou des métayers) travaillant dans des exploitations d'élevage bovin extensif. Peu payés, ils ont une grande mobilité. La majorité de ces *gauchos* sont créoles, c'est à dire descendants des colons espagnols. Les grands propriétaires, généralement absentéistes, sont de plus en plus fréquemment de nouveaux arrivants : Anglais, Français, Italiens, Basques ou Catalans.

Ce n'est que dans le sud ou en certains points du littoral du Rio Uruguay qu'il y a développement d'une agriculture familiale. Au milieu du XIX^{ème} siècle, l'extension de l'élevage ovin, qui demande plus de soins, entraîne un début de sédentarisation dans les zones d'élevage. Mais à partir de 1870, la généralisation rapide des clôtures provoque l'expulsion d'une main d'œuvre devenue excédentaire, qui s'entasse dans des hameaux ruraux extrêmement pauvres, les *pueblos de ratas*. Cette population survit grâce aux travaux occasionnels liés à l'élevage. D'autres migrent vers les centres urbains, et avant tout vers Montevideo, amorçant un mouvement d'exode rural qui ne cessera de s'intensifier.

En fait c'est au moment où le territoire national est enfin pacifié et clairement défini (les frontières ne changeront plus) et commence à s'organiser (par la mise en place d'un système administratif et le développement des infrastructures) que l'intérieur du pays commence à expulser une grande partie de sa population.

Sauf localement, il n'y a donc pas eu possibilité d'enracinement local (qu'il s'agisse de l'établissement de communautés sédentaires, ou de mouvements réguliers de groupes mobiles), fondement d'une forte identité territoriale. Et si il y a eu développement d'une agriculture paysanne, c'est presque exclusivement dans le cadre de colonies de peuplement où se sont établis des groupes de population étrangère, qualifiée d'européenne (par opposition aux orientaux, ou créoles) : Suisses, Piémontais (Vaudois), Allemands ou Russes. Ces communautés ont recréé, dans la mesure du possible, les conditions et les styles de vie de leurs pays d'origine. Elles ont mis en valeur un territoire, clairement délimité, mais qui est de fait le

support d'une identité étrangère. Il faut noter, par ailleurs, le caractère limité, spatialement et numériquement, de ces implantations.

La société rurale caractéristique de la Bande Orientale n'a donc jamais été une société de paysans ou d'éleveurs attachés à un territoire. Ce que défend le parti National, c'est un mode de vie, la *civilisation gaucha*, caractérisée justement par une mobilité, souvent anarchique, qui ne favorise guère une identification territoriale.

Il est significatif de remarquer à ce sujet, et malgré les antagonismes nationaux entre le Brésil et l'Uruguay, la participation de bandes armées de *gauchos* aux luttes civiles du pays voisin (Brésiliens en Uruguay ou Uruguayens au Brésil). Car l'enjeu est justement la défense de cette culture rurale. Il n'y a pas d'identification nationale, mais simplement la défense d'un territoire perçu comme le support d'un certain mode de vie dont la liberté s'oppose à la ville et à ses interventions autoritaires. Il est significatif aussi que les premiers immigrants, des Basques français essentiellement, lutteront pendant la *Guerra Grande* (la guerre civile qui dura de 1839 à 1852) dans les deux camps, suivant qu'ils s'étaient établis en milieu rural ou en milieu urbain, une installation qui était généralement fonction de leur origine sociale, de leur profession et donc de leur façon de vivre. L'opposition entre *Blancos* et *Colorados*, entre l'intérieur du pays et Montevideo, est donc bien plus une opposition entre deux styles de vie, deux façon de sentir le pays, que réellement une opposition à fondement territorial.

Il serait faux de penser que ce territoire n'a jamais été perçu comme le fondement d'une identité nationale. Le souci du gouvernement uruguayen, dès la fin de la *Guerra Grande*, a été la *nationalisation de la frontière*, c'est à dire des espaces situés au nord du Rio Negro qui, à une époque de grande instabilité politique régionale, étaient le siège d'une forte immigration brésilienne. Un député disait en 1861 :

“Je ne vois pas d'autre chemin pour sauver notre indépendance que d'établir des colonies aux frontières, quel qu'en soit le prix. Si nous voulons être orientaux, si nous voulons être indépendants, il est nécessaire de faire des sacrifices”.

Le territoire est donc alors clairement perçu comme le fondement indispensable d'une identité face à l'autre univers culturel de la région, face à l'ennemi potentiel qu'est le Brésil. Mais les frontières se stabiliseront, l'immigration brésilienne se tarira, alors que le nombre des immigrants venus d'Europe ne cessera d'augmenter et que la domination économique britannique sera toujours plus forte.

Quelques chiffres résument l'évolution démographique de l'Uruguay au XIX^{ème} siècle :

en 1830 : 74 000 habitants, dont 14 000 (19 %) à Montevideo

en 1860 : 220 000 habitants dont 60 000 (27 %) à Montevideo où 35 % sont des étrangers : Brésiliens, Espagnols, Italiens, Français (le volume de la population a donc été multiplié par trois en 30 ans)

en 1872 : 420 000 habitants (c'est à dire presque un doublement en douze ans), près du quart de cette population est constituée par des étrangers, beaucoup d'Espagnols sauf à Montevideo où les Italiens sont déjà nombreux, mais bientôt les Italiens domineront

en 1884 : Montevideo a 115 000 habitants, dont 45 % sont des immigrants (33 000 Italiens, 22 000 Espagnols, 7 500 Français)

Au début du XX^{ème} siècle le pays a 1 million d'habitants, Montevideo 300 000.

Carte

L'Uruguay se modernise au cours du dernier quart du siècle, grâce à un accord entre les deux groupes politiques qui permet une relative stabilité, et grâce aux investissements britanniques dans la plupart des domaines clés et notamment les infrastructures. Ce qui fera dire

à l'un des présidents de cette période, Julio Herrera y Obes : “*Je me sens comme le gérant d'une grande entreprise dont le directoire est à Londres*”.

Le développement touche les activités agro-pastorales (autour de Montevideo, l'agriculture pour l'approvisionnement du marché urbain remplace les estancias d'élevage), le commerce, l'industrie, l'éducation et la vie culturelle.

Les valeurs sociales et culturelles fondamentales sont hispaniques, mais les apports des nombreux migrants donnent une connotation différente à la culture du pays. Ce sont les Italiens qui marqueront le plus profondément le style de vie, les habitudes alimentaires et même la langue. Cette immigration fait que les *Orientaux* deviennent *Uruguayens* : ce changement de terme implique l'abandon de la référence territoriale à une partie du monde hispano-américain et la reconnaissance du produit d'un creuset culturel particulier qui va développer un modèle socio-culturel lui aussi original.

Le modèle batlliste

José Batlle y Ordóñez, membre du parti Colorado, sera président de 1903 à 1907 et de 1911 à 1915, mais il dominera la vie politique uruguayenne jusqu'à sa mort en 1929. Après une période troublée liée à la crise économique et à la deuxième guerre mondiale, le modèle *batlliste* connaîtra un renouveau, autour de 1950, avec le nouveau leader du parti colorado, Luis Batlle Berres neveu du précédent.

Le modèle *batlliste* est caractérisé par une sensibilité humanitaire face au problème social. Il considère que l'État doit avoir un rôle promoteur et protecteur, qu'il doit être le “bouclier des faibles”. Il promeut l'éducation à tous les niveaux et la laïcisation de la société. C'est un modèle urbain, pour un pays que l'immigration a converti en pays urbain ouvert, de part l'origine de ses habitants, aux influences extérieures.

Mais sa mise en valeur n'est possible que grâce aux revenus que fournit le milieu rural. Le commerce du cuir et de la laine, le développement de l'industrie frigorifique font de l'Uruguay l'un des pays du monde ayant le plus fort revenu par habitant. Un système de taxe foncière et de taxe à l'exportation fournit à l'État des ressources qui lui permettent de développer des programmes sociaux (caisses de retraite, sécurité sociale, etc.) et éducatifs qui sont à l'époque parmi les plus avancés du monde, et sont uniques en Amérique latine.

Le pays semble aller vers la réalisation d'une démocratie ayant d'excellentes perspectives au niveau social et au niveau culturel, et tant dans le pays qu'à l'étranger commencent à surgir, pour parler de l'Uruguay, des qualificatifs comme : “Suisse de l'Amérique”, ou “Athènes du Rio de la Plata”.

Mais la politique sociale du *batllisme* n'a pu transformer de façon significative, ni le régime de tenure de la terre, ni la technologie agro-pastorale. Les latifundia, à peine modernisés (pourquoi réaliser des investissements et prendre des risques quand on a la chance de disposer de prairies naturelles irriguées ?), dominant en milieu rural où une population marginale continue de végéter dans les *pueblos de ratas*, sans autre perspective d'avenir que l'exode vers les villes.

La population de Montevideo augmente, à la fois du fait de l'exode rural et à cause de l'immigration. Dans les nouveaux quartiers populaires s'entassent les *gauchos* expulsés de la campagne et les paysans sans terre expulsés d'Europe. L'industrie naissante et le commerce ne peuvent fournir des emplois en nombre suffisant. Seul l'État peut fournir emplois, pensions et retraites. Par le moyen de l'emploi public, l'État redistribue la rente nationale sans trop toucher aux intérêts de la classe dominante, ni altérer la dépendance de l'étranger.

Car ce n'est qu'après la guerre, qu'une conjoncture favorable permettra le développement de l'industrialisation par substitution des importations et une politique d'appui à l'agriculture.

L'intervention de l'État dans l'économie et la redistribution de la richesse, le développement de l'enseignement public et d'un système de protection sociale ont fait de l'Uruguay un pays de classes moyennes urbaines. Ces transformations sociales ont affaibli, sans la détruire, l'opposition culturelle, à base territoriale, entre Montevideo et l'*intérieur*. Mais surtout ce modèle socio-culturel, parce qu'il est proche de celui des pays européens, a renforcé la cohésion et l'identité nationales à travers un sentiment de différence par rapport aux pays voisins.

Au milieu de cet équilibre compliqué l'Uruguay s'est forgé une image complaisante de lui-même, fondée sur un certain nombre de réalités et sur pas mal de mythes. Dans une Amérique tourmentée, le pays apparaît comme une île, plus proche de l'Europe que d'un continent de métis et d'indiens. Les Uruguayens se considèrent européens et non latino-américains, du fait de ce que l'on pourrait appeler une *identité extra-territoriale*.

Le modèle *batlliste* n'a pu se développer que grâce aux ressources de ce territoire sur lequel les politiciens du siècle précédent souhaitaient fonder l'identité nationale. Mais le fait que ce territoire produisait des richesses sans avoir besoin d'être très peuplé et que le modèle *batlliste* était essentiellement urbain, a rompu les liens existant entre cette identité nationale, qui a pris des formes nouvelles, et un territoire qui pour beaucoup n'a guère de réalité.

La période contemporaine

Dans les années 1950 la détérioration des termes des échanges, avec le développement des textiles et des cuirs synthétiques et les modifications d'un marché de la viande qui devient de plus en plus exigeant au niveau de la qualité, vont réduire dramatiquement les ressources de l'État uruguayen et mettre à mal le modèle de société sur lequel se fondait l'identité uruguayenne puisqu'il n'y avait eu aucune transformation structurelle profonde des bases de l'économie nationale. Les difficultés économiques vont entraîner un appauvrissement marqué d'amples secteurs de la population, un recul en matière d'éducation et de santé, et provoquer des troubles sociaux et une instabilité politique qui aboutiront finalement à l'établissement d'une dictature militaire, comme dans les pays voisins.

L'Uruguay, pays qui se dit *européen*, est rattrapé par la conjoncture régionale. Mais si le choc culturel de la dictature a définitivement coupé l'identité uruguayenne de l'Europe pour l'ancrer en Amérique latine, l'évolution du sentiment identitaire est antérieure à cet épisode politique, typiquement régional à cette époque. Elle est liée à la détérioration des conditions économiques, à un retour brutal aux réalités après un rêve d'*extra-territorialité*.

Un historien uruguayen, Enrique Mena Segarra, écrivait en 1968 dans un petit ouvrage sur les frontières du pays (*Fronteras y límites. Nuestra Tierra n°42, Montevideo*) :

“ L'inconscience historique et géographique dans laquelle l'Uruguayen moyen a vécu pendant une grande partie de ce siècle lui a même fait oublier que son pays occupe un territoire délimité dans l'espace, au-delà duquel s'étendent d'autres territoires beaucoup plus étendus et beaucoup plus puissants, si l'on adapte ce dernier adjectif à l'échelle modeste des réalités latino-américaines.

Le nombrilisme et l'insularité mentale, produits d'un processus particulier d'intégration des immigrants, d'une autarcie économique imaginée et de l'absence de conflits territoriaux avec les pays voisins, se sont cristallisés dans l'image complaisante d'un pays d'Europe fiché dans un continent obscur, de la Suisse de l'Amérique dont l'oraison funèbre est déjà écrite.

Cette image, véhiculée essentiellement en Amérique latine, nous autorisait à reconnaître les Argentins – en fait les Porteños – comme nos seuls proches parents et à laisser le reste des “peuples frères” dans un magma d'exotisme irrémédiable. Les niveaux pathologiques de la crise actuelle nous ont réincorporés brutalement aux réalités communes de ce segment du Tiers-Monde qui s'étend au sud du Rio Bravo.”

Inconscience géographique. Oubli du territoire. Le retour aux réalités va-t-il s'accompagner d'une prise de conscience à ce niveau, d'une redécouverte de ce territoire ? Ce n'est pas évident.

Si les Uruguayens de la fin du XX^{ème} siècle sont clairement conscients des implications de la position géographique de leur pays, du fait qu'ils appartiennent au monde latino-américain avec tout ce que cela signifie au niveau économique, social ou politique, cette nouvelle identité, à la fois nationale et latino-américaine, n'a toujours que très peu de liens avec le territoire national. Comme si ce territoire, qu'il n'a jamais été question de mettre globalement en valeur et où la population ne s'est que rarement enracinée, ne pouvait constituer le fondement de l'identité nationale.

Certes ce territoire n'est plus totalement ignoré, parce que ce retour aux origines, si l'on peut dire, s'accompagne pour certains d'un intérêt pour tous les fondements de la nation (les hommes et leur diverses origines, mais aussi la terre); aussi parce qu'à l'heure actuelle les notions d'aménagement de l'espace, d'organisation du territoire sont, même en Uruguay, parfois à l'ordre du jour. Mais s'il n'est plus ignoré, ce territoire est largement méconnu : en raison de contraintes matérielles et économiques qui rendent souvent impossible pour l'Uruguayen moyen tout déplacement de quelque envergure, mais surtout du fait de la permanence d'un certain nombre de préjugés et d'un désintérêt pour tout ce qui n'est pas immédiatement local. Car si il existe bien un attachement, une identification avec le lieu d'origine ils sont d'ordre strictement local, ils ne concernent que la *petite patrie*.

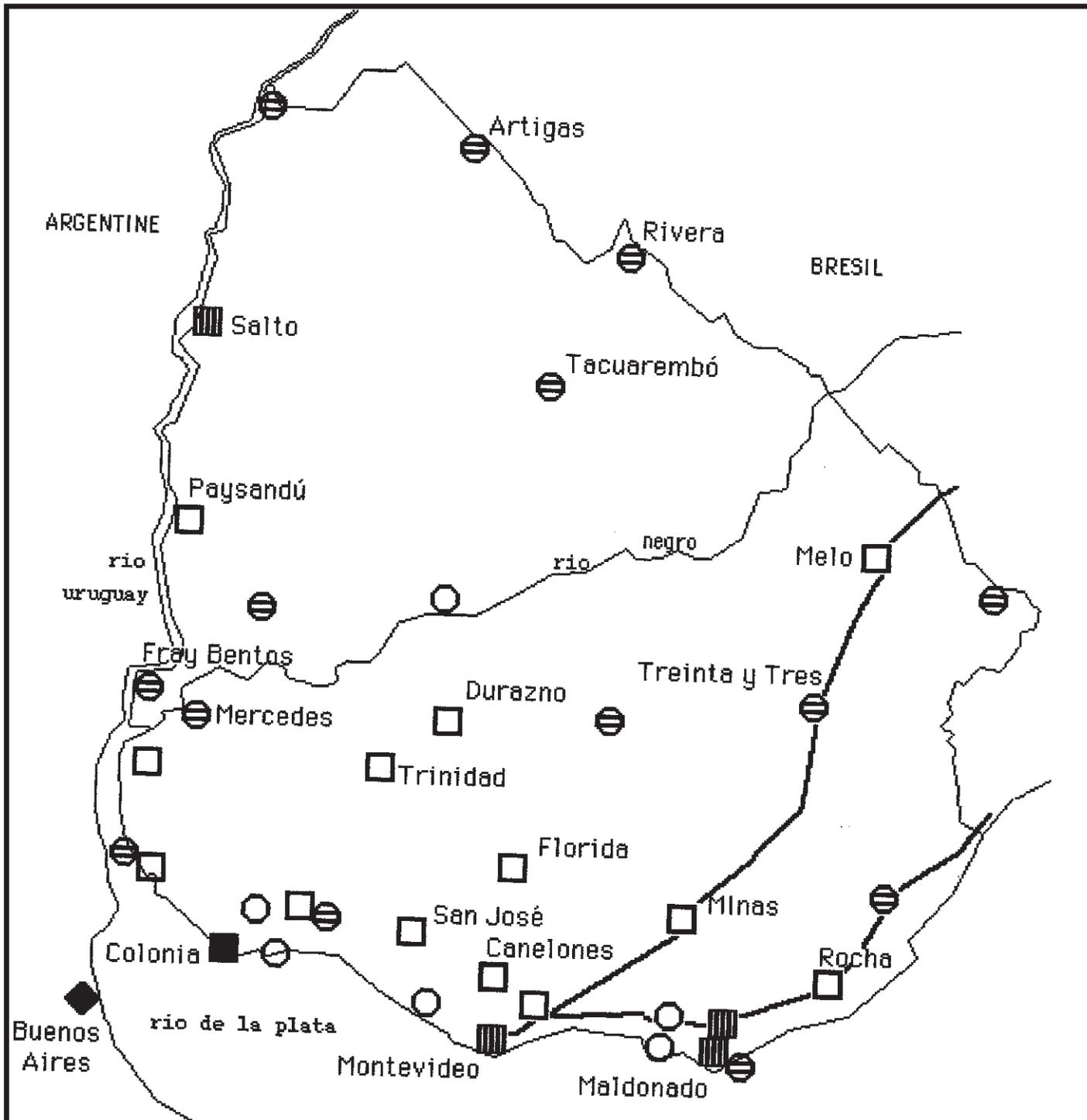
L'intérieur du pays, de plus en plus vide il est vrai (l'agglomération métropolitaine concentre la moitié des 3 millions d'habitants du pays, et la population est urbaine à plus de 85 %), est perçu par le citoyen, et notamment par l'habitant de Montevideo, comme un espace indifférencié de champs pelés, un espace qui n'a jamais été humanisé et auquel il ne semble pas possible d'accorder une réelle signification. Il est intéressant d'ailleurs de remarquer que, encore aujourd'hui, les noms qui sont donnés aux habitants de certaines régions, notamment les départements proches de Montevideo où s'est développée une petite agriculture familiale et qui ont connu un enracinement réel de la population, ne sont pas liés au territoire qu'ils occupent, mais à leur pays ou leur région d'origine. On parle des Canarios ou des Maragatos et non des Canelonais ou des habitants de San José. Même parmi la population rurale de l'intérieur du pays, les références aux lieux ne traduisent pas toujours la perception des éléments constitutifs du territoire, des points de repère identitaires : les habitants des petites localités indiqueront à l'occasion leur lieu d'origine en donnant un numéro de section administrative, plutôt que par une référence au milieu environnant. Une forme d'identification plus que d'identité avec le territoire. Et cette relation se perd très vite quand ces personnes se fondent dans le creuset urbain (car cette population rurale ne cesse de diminuer et bien des secteurs ont depuis longtemps des taux de croissance démographique négatifs). Il faut remarquer également que les lois promulguées durant le régime militaire, et qui sont toujours en vigueur, faisant de Montevideo une place financière internationale ne favorisent nullement l'établissement de liens entre la société uruguayenne et son territoire. Elles donnent à un secteur de la population la possibilité de vivre, et de s'enrichir pour certains, sans s'intéresser aux potentialités du territoire ; en d'autres termes elles donnent un fondement extra-territorial aux possibilités d'accumulation économique.

L'absence de perspectives économiques et sociales pour une grande majorité des habitants du pays est à l'origine d'un fort mouvement d'émigration (qui annule presque la croissance démographique, faible il est vrai 0,8 %), mais elle provoque parfois le rejet d'une identité qui n'a pas de fondement territorial et qui n'a plus de base socio-culturelle. Ce phénomène, qui si il est indéniable n'a cependant qu'une ampleur limitée, touche les jeunes, et certains exilés politiques qui sont revenus, et plus particulièrement leurs enfants qui ne peuvent s'identifier à un pays en pleine décomposition économique et sociale. L'expression "ce pays n'a pas de futur" que l'on entend aujourd'hui fréquemment traduit, sous une forme aiguë, la perte de confiance déjà ancienne des habitants dans les possibilités de leur pays; un pays qui ne leur

semble plus avoir de ressources culturelles propres, qui manque du dynamisme lui permettant de se conserver une réelle identité.

Le problème de l'identité uruguayenne se pose actuellement dans un contexte plus vaste, celui du Mercosur, et tout particulièrement dans le cadre des relations avec l'Argentine (c'est à dire avant tout avec Buenos Aires). Il y a déjà un phénomène de satellisation de l'Uruguay vis-à-vis de l'Argentine, et il y a un risque d'annexion économique de fait à plus ou moins long terme.

En raison de ses origines ethniques, la population de Buenos Aires est très proche de celle de l'Uruguay, mais elle a un style de vie et des systèmes de valeurs différents. Une absorption économique de l'Uruguay par l'Argentine pourrait signifier à terme une dilution de l'identité uruguayenne dans une identité *rioplatense* dans la mesure où il n'y a pas de mise en valeur du territoire qui permettrait de soutenir un niveau d'autonomie indispensable au maintien d'une certaine spécificité culturelle et donc à celui d'une identité nationale forte.



Date de fondation des principales localités uruguayennes

- | | | |
|--------|-------------|-------------|
| ◆ 1580 | ■ 1680 | ⊖ 1830-1855 |
| | ▨ 1725-1765 | ○ 1875-1900 |
| | □ 1780-1820 | |

— Chemins vers le Rio Grande do Sul